

LE CESSER-LE-FEU À GAZA N'EXISTE QUE DE NOM, SELON PLUS DE 100 ORGANISATIONS

Un an après la conclusion de l'accord de cessez-le-feu, plus de 1 400 personnes ont été tuées par les forces israéliennes à Gaza, près de deux millions de personnes ont toujours besoin d'un abri, aucun hôpital ne fonctionne pleinement et 1,4 million de personnes sont confrontées à une situation de famine.

GAZA, le 9 octobre 2026 – Un an après la conclusion de l'accord de cessez-le-feu à Gaza, plus de 100 organisations humanitaires, de défense des droits de l'homme et d'autres organisations de la société civile affirment que ce cessez-le-feu n'existe que de nom, les forces israéliennes continuant de tuer et de blesser des Palestiniens quotidiennement, tandis que les restrictions imposées à l'aide, aux équipements et aux matériaux de reconstruction empêchent les familles de se remettre sur pied.

Les meurtres et les privations à Gaza ne doivent pas être banalisés sous le couvert d'un accord de cessez-le-feu, ont averti aujourd'hui les organisations qui travaillent sur la situation dans le territoire palestinien occupé.

Mohsen Abu Ramadan, membre du conseil d'administration du Réseau des ONG palestiniennes, a déclaré :

« Les organisations palestiniennes répondent à des besoins immenses sous l'occupation israélienne, alors que leurs bureaux sont détruits, leur personnel déplacé et leurs budgets réduits. Les organisations locales et nationales sont les premières à intervenir et le resteront, mais nous devons être protégés. Les gouvernements doivent agir pour mettre fin aux attaques israéliennes et aux restrictions imposées à notre travail, et les donateurs doivent fournir un financement direct et flexible pour répondre aux besoins. »

Au cours de l'année écoulée, les frappes, les tirs et les opérations militaires israéliens ont [tué](#) plus de 1 400 Palestiniens, dont au moins 327 enfants. Les familles et les secouristes ont exhumé des centaines de corps des décombres, souvent à mains nues, les autorités israéliennes limitant l'accès aux engins nécessaires pour les atteindre. Beaucoup d'autres restent ensevelis et inaccessibles.

L'armée israélienne a également repoussé la « ligne jaune » plus profondément dans Gaza, au-delà de la ligne de retrait prévue par l'accord, confinant ainsi les Palestiniens dans une zone de plus en plus exiguë et surpeuplée.

Inger Ashing, directrice générale de Save the Children, a déclaré :

« Un cessez-le-feu n'a aucun sens si des enfants continuent d'être tués et si les familles ne parviennent toujours pas à reconstruire leur vie. Depuis l'annonce du cessez-le-feu, près d'un enfant a été tué chaque jour. Les familles restent prises au piège dans un cycle dévastateur de pertes et de privations, incapables de s'en remettre. Les gouvernements qui ont soutenu cet accord doivent user de leur influence pour mettre fin aux tueries et garantir que les enfants puissent avoir accès à la nourriture, aux soins de santé, à un logement et à l'éducation. Les enfants de Gaza ont droit à la sécurité et à un avenir. Les gouvernements ont le pouvoir de contribuer à garantir ces deux droits, et ils doivent l'utiliser. »

Des images satellites récentes montrent l'ampleur des ravages causés par les forces israéliennes : des quartiers réduits en ruines, des maisons rasées et des terres agricoles dévastées. Plus de 80 % des bâtiments de Gaza ont été [endommagés](#), dont environ deux tiers ont été détruits.

À l'approche de l'hiver, des centaines de milliers de familles vivent encore dans des tentes, des abris de fortune ou des maisons endommagées et s'apprêtent à affronter un quatrième hiver exposées au froid, au vent et aux inondations. Près d'un foyer sur quatre à Gaza est désormais [dirigé](#) par une femme, et ces familles sont bien plus susceptibles de vivre dans des abris dangereux ou inadéquats.

Pour beaucoup, il n'y a tout simplement aucun endroit sûr où aller. Des familles se réfugient dans des bâtiments endommagés par la guerre et menacés d'effondrement. En septembre, 21 personnes, dont 12 enfants, ont été [tuées](#) lors de l'effondrement d'un bâtiment endommagé à Gaza.

Jan Egeland, secrétaire général du Conseil norvégien pour les réfugiés, a déclaré :
« Il est tout à fait honteux qu'un an après la signature du cessez-le-feu, la situation des Palestiniens à Gaza ne se soit guère améliorée. Les familles sont toujours contraintes de faire des choix impossibles : s'abriter dans des bâtiments endommagés et dangereux ou vivre sous des tentes, exposées à des températures insupportables. Les restrictions imposées par Israël continuent d'empêcher l'acheminement des équipements et des matériaux indispensables, qui constituent les seuls moyens pour ces communautés de commencer à reconstruire leur vie. À l'approche de l'hiver, tous les gouvernements doivent prendre des mesures concrètes pour garantir que l'acheminement de l'aide s'intensifie sans entrave, afin que les Palestiniens puissent enfin entamer l'immense tâche de relèvement et de reconstruction. »

Ces mêmes restrictions ont des effets dévastateurs sur les services essentiels. Aucun des 36 hôpitaux de Gaza ne fonctionne pleinement, tandis que les médicaments, les équipements et le carburant restent extrêmement rares. Les nouveau-nés en couveuse, les patients nécessitant de l'oxygène ou des soins intensifs, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et celles souffrant de blessures invalidantes font partie de ceux qui sont exposés à des risques graves, car les traitements spécialisés, la rééducation et les services d'assistance restent très limités.

Plus de 18 500 [patients](#), dont au moins 4 000 enfants, ont encore besoin d'une évacuation médicale, et plus de 1 000 sont [décédés](#) en attendant.

Par ailleurs, 1,4 million de personnes sont [confrontées à](#) une situation de famine critique, voire pire, jusqu'à la fin de l'année. Dans le même temps, l'eau insalubre et les réseaux d'assainissement dévastés continuent de favoriser la propagation de maladies évitables.

Un an plus tard, la situation est sans équivoque. Des familles continuent d'être tuées. Des enfants continuent de mourir de maladies évitables. Gaza est toujours jonchée de munitions non explosées. Les habitations gisent sous des décombres impossibles à déblayer, et l'aide ne parvient pas jusqu'aux personnes qui en ont désespérément besoin. Ce n'est pas ce qu'un cessez-le-feu était censé apporter. Cette situation reflète les mêmes conditions qui ont conduit à deux reprises la Commission d'enquête des Nations unies, en [septembre 2025](#) puis en [juin 2026](#), à conclure qu'Israël s'était rendu coupable de génocide. La responsabilité de la communauté internationale ne s'arrête pas à un accord sur le papier.

Agnès Callmard, secrétaire générale d'Amnesty International, a déclaré :

« La responsabilité ne peut être balayée sous les décombres. La reconstruction et l'avenir de Gaza ne peuvent être dissociés d'un cadre fondé sur le droit international, la justice et les droits des victimes. L'incapacité persistante à demander des comptes à Israël et à faire pression sur ce pays pour qu'il se conforme aux ordonnances contraignantes de la Cour internationale de justice continue d'alimenter les crimes atroces commis à grande échelle contre les Palestiniens. »

NOTES DE LA RÉDACTION

- Victimes : au moins 327 enfants tués et 547 blessés pendant la période de cessez-le-feu, selon le ministère de la Santé de Gaza ; plus de 5 000 blessés au total ([OMS – Global Health Cluster](#)) ; plus de 630 corps retrouvés sous les décombres ; beaucoup d'autres restent ensevelis ou inaccessibles dans les zones sous contrôle militaire israélien ([HCDH](#)).
- Ligne jaune : la zone sous contrôle israélien s'est étendue d'environ 53 % à environ 63 % de Gaza au cours de l'année de cessez-le-feu ([OCHA](#)).
- Destruction : 82 % des bâtiments endommagés, plus des deux tiers complètement détruits ([UNRWA](#)) ; 61 millions de tonnes de gravats, soit environ 20 fois la quantité générée par l'ensemble des guerres dans le monde au cours des 18 dernières années ([The Guardian](#) ; [PNUD](#)).
- Poursuite des destructions malgré le cessez-le-feu : augmentation de 9 % du nombre de bâtiments classés comme entièrement détruits, entre le 11 octobre 2025 et le 11 août 2026 ([UNRWA](#) ; [UNOSAT](#)).
- Des inquiétudes ont été exprimées concernant le déblaiement des décombres, qui risque d'entraîner la destruction de preuves de crimes internationaux ; on estime que plus de 10 000 personnes sont encore ensevelies sous les décombres ([HCDH](#)).
- Santé : les pénuries d'huile moteur et de pièces détachées obligent les hôpitaux à rationner l'électricité ; les véhicules humanitaires et les ambulances sont immobilisés ; des décès dus à des pathologies évitables ou traitables, notamment des complications liées à la grossesse. ([OCHA](#))
- Foyers dirigés par des femmes : près d'un sur quatre, soit environ le double du taux d'avant-guerre. ([ONU Femmes](#))
- Financement : moins de 40 % de la réponse humanitaire prévue pour 2026 était financée en juillet. ([OCHA](#))
- Insécurité hydrique : plus de 9 ménages sur 10. ([OCHA](#))

Signataires :

Voir la liste mise à jour ici : [Signataires : LE CESSER-LE-FEU À GAZA N'EXISTE QUE DE NOM](#)

*La liste des signataires sera mise à jour régulièrement